

Tuer les animaux qui ne cadrent pas : les dimensions morales de la restauration d'habitats

Jo-Ann Shelton

Cet article est a été initialement publié dans la revue Between the Species, volume 4, en août 2004 sous le titre : « Killing Animals That Don't Fit In: Moral Dimensions of Habitat Restoration ». Une première traduction française est parue en juin 2013 sur le blog Sentients des villes, sentients des champs (<http://sentients-libres.blogspot.fr>).

La Rédaction

Traduit de l'américain par Marceline Pauly

Cet article a pour objectif d'examiner les justifications de l'élimination violente des animaux féraux lors des projets de restauration d'habitats. La restauration d'habitats est le processus consistant à modifier un paysage, qui a été altéré par les activités humaines, afin qu'il retrouve approximativement son ancienne apparence. Ce retour à un état antérieur exige un degré important d'intervention et de gestion humaines. Ce sont, bien sûr, les mêmes comportements humains qui ont produit les altérations initiales, celles-là même qui semblent à présent regrettables. Je ferai valoir que les tenants de l'éradication des espèces férales continuent d'adhérer à un très ancien paradigme qui assigne une valeur aux animaux selon les intérêts humains. Et lorsqu'ils ne sont pas disposés à prendre en considération la détresse animale causée par leurs projets, ils manifestent un désir de manipuler la nature semblable à celui qui a motivé les humains depuis le début de notre existence en tant qu'espèce.

Un des objectifs de la restauration est d'assurer la survie de la flore et de la faune qui existaient dans une région avant l'arrivée des humains (en particulier des Européens) et de leur bagage biologique. Tuer des espèces qui ont été introduites par les humains et menacent à présent la survie d'espèces qui habitent une zone depuis une période beaucoup plus longue semble être un remède simple, rapide et relativement peu cher. Par conséquent, les tueries sont largement tolérées par les restaurateurs même lorsque les méthodes – par exemple, l'empoisonnement, le piégeage, ou le tir – causent des souffrances considérables aux animaux. Mais l'infliction de souffrances par les humains soulève des questions éthiques car ceux-ci, à la différence des autres espèces, sont bien conscients de l'impact de leurs actions ; de plus, un des aspects de la nature humaine est d'éprouver des élans de compassion et de penser que faire du mal pose un problème d'ordre moral. Bien que les animaux se causent effectivement de la souffrance et de la détresse

les uns aux autres, nous, les humains, ne sommes pas pour autant déchargés de la responsabilité morale de la souffrance et de la détresse que *nous* causons.

Lorsque les restaurationnistes défendent leurs méthodes de mise à mort, ils affirment qu'ils répondent à une autre responsabilité morale – la responsabilité morale de préserver la diversité biologique et de réparer les dommages causés par des gens qui avaient une opinion très différente sur le monde naturel. Cette justification comporte quelques problèmes, le plus évident étant peut-être qu'elle dépend d'une définition de la nature intrinsèquement contradictoire, une définition qui suppose que la nature est, d'un côté, quelque chose d'à part, d'autonome et de non perturbé par les humains, mais qu'elle est, d'un autre côté, susceptible d'être (re)construite et gérée par les humains. Corrélatrice à la première définition, selon laquelle la nature est une entité libre de toute interférence humaine, est la croyance que les animaux féraux (ou leurs ancêtres domestiques) ont été fabriqués par les humains, qu'ils sont donc dénaturés et n'ont pas leur place dans un paysage naturel. Toutefois, ce mépris pour les animaux « fabriqués » par les humains semble être en contradiction avec la croyance exprimée dans la seconde définition, selon laquelle il appartient aux humains de (re)construire la nature. Problématiques aussi sont les hypothèses selon lesquelles la récréation d'un site archaïque est à la fois un objectif réalisable et une démonstration louable de l'ingéniosité humaine.

Je tiens particulièrement à contester deux suppositions : que tuer des animaux féraux pour protéger les espèces sauvages démontre un changement fondamental d'attitude à l'égard du monde naturel, et que nous ne pouvons pas promouvoir les intérêts de certaines espèces sans faire abstraction de considérations compassionnelles envers d'autres. Je soutiendrai que la destruction violente des animaux perpétue une philosophie selon laquelle les humains ont le droit de détruire des éléments de la nature quand ils le veulent et pour les raisons qui leur siéent. Pour illustrer mon argument, j'examinerai deux exemples de tueries massives d'animaux brouteurs. Dans chaque cas, les tireurs ont justifié cette tuerie au motif que les espèces ciblées « ne cadraient » désormais plus dans la région. Le premier exemple est la tuerie des bisons dans l'Amérique du XIX^e siècle. Le second exemple est la tuerie des moutons féraux durant les dernières décennies du XX^e siècle, dans la région de Californie où je vis.

Les populations d'origine européenne ont tué les bisons pour plusieurs raisons : défricher la terre pour l'agriculture et l'élevage, tirer profit de la vente de leurs peaux, réduire la population des Amérindiens en éliminant leur source de nourriture, et s'amuser. L'approvisionnement en nourriture n'était qu'une des raisons, et rarement la raison principale, de chasser les bisons. En fait, il était très fréquent que les cadavres écorchés soient laissés là où les animaux étaient tombés. Et parfois, ils n'étaient même pas écorchés car ils avaient été tués juste pour le sport (Roe 1970, p. 429 ; Fleharty, 1995, p. 29 et p. 255 :

Danz, 1997, p. 92-114). La chasse aux bisons pour le sport est devenue encore plus populaire à mesure que se construisaient les lignes de chemin de fer à travers le continent. Examinons ces récits datant des années 1867 et 1872 (Flehart, p. 73-75) :

Peu de lignes de chemin de fer dans le monde offrent aux sportifs et aux chasseurs des équipements dignes de ceux de la Kansas Pacific. Dans quel autre endroit au monde un homme a-t-il la possibilité de s'enfoncer dans les sièges luxueusement capitonnés d'un wagon de la Pullman Palace glissant sur la plus uniforme des voies ferrées et de regarder au dehors les immenses troupeaux de ces Monarques des Plaines – les bisons – certains allant maladroitement au petit galop à une centaine de mètres du train, et d'autres, plus loin, le regardant avec une sorte d'étonnement stupide et paresseux.

Presque tous les trains qui partent ou arrivent à Fort Hays sur la ligne de chemin de fer de la Kansas Pacific ont leur course avec les troupeaux de bisons ; et il en résulte une scène des plus intéressantes et stimulantes. Le train « est ralenti » à une vitesse à peu près égale à celle du troupeau : les passagers sortent les armes à feu fournies pour la défense du train contre les Indiens et, à partir des fenêtres des voitures, ouvrent un feu qui ressemble à une vive escarmouche. Il arrive souvent qu'un jeune veau fasse un moment volte-face. Sa démonstration de courage est généralement son arrêt de mort, car tout le feu du train est dirigé sur lui ou sur un autre membre du troupeau se trouvant dans son voisinage immédiat.

Les chasseurs n'étaient pas retenus par des élans de compassion, comme le montre ce récit (Collison, 1963, p. 56) :

J'ai tué, et vu tuer, des milliers de bisons femelles. Elles étaient écorchées et leurs veaux étaient abandonnés, voués à mourir de faim ou à être dévorés par les loups et les coyotes [...] Ces petits veaux étaient couchés près des vaches mortes. Nous devions continuellement les chasser pendant que nous écorchions les vaches. J'en ai vu essayer de téter les bissonnes. Une fois les mères écorchées et les veaux chargés dans le wagon, les veaux suivaient. Ils pouvaient sentir les peaux et les suivaient jusqu'au dépôt. Le matin suivant, ils étaient retournés à l'endroit où ils avaient tété leurs mères pour la dernière fois, pour y mourir de faim ou être tués par les loups.

L'implacable abattage de millions de bisons n'a pas suscité de préoccupation morale car les tueurs éradiquaient une espèce qui gênait les intérêts humains dans l'exploitation des terres. Les bisons occupaient des zones qui auraient pu être pâturées par les animaux domestiques ou cultivées. Examinons la justification donnée par Frank Mayer, un des derniers chasseurs professionnels de bisons (Mayer et Roth, 1958, p. 27) :

Le bison avait rempli sa mission, accompli sa destinée dans l'histoire de l'Indien, en lui fournissant tout ce dont il avait besoin – la nourriture, le vêtement, l'habitation, les traditions et même une théologie. Mais le bison ne cadrait plus aussi bien avec la civilisation en expansion de l'homme blanc – en fait, il ne cadrait plus du tout. Il ne pouvait être ni contrôlé, ni

domestiqué. Il ne pouvait pas être parqué dans un corral derrière des clôtures barbelées. Il était inadapté. Il devait donc disparaître.

À une époque où la nature était un territoire ne demandant qu'à être cultivé, pâturé, exploité pour ses minerais, son bois, ou pour toute autre utilisation profitable à l'économie humaine, les bisons avaient peu de défenseurs.

Examinons à présent une situation contemporaine : la tuerie des moutons sur l'île de Santa Cruz, située au large de la Californie du Sud, à environ 42 km de Santa Barbara. Le long isolement de l'île

par rapport au continent a permis l'évolution de plusieurs espèces et sous-espèces de plantes et d'animaux. Les premiers humains à immigrer sur l'île furent les Indiens Chumash qui s'y installèrent il y a environ 10 000 ans. Les Européens atteignirent l'île au XVIII^e siècle et introduisirent par la suite des plantes et des animaux domestiques, en particulier des moutons, des bovins, des cochons et des chevaux (ainsi que, involontairement, des espèces sauvages exotiques). Les activités qui ont modifié le paysage au cours des deux derniers siècles comprennent le pâturage et le fouissage des animaux introduits, l'arrachage de la végétation indigène pour faire place aux plantes cultivées, la coupe d'arbres pour le bois



Photo : Jo-Anne McArthur / We Animals

d'œuvre, et la construction de routes et de bâtiments. Même l'extinction par les humains des incendies naturels périodiques, qui jouent un rôle important en maintenant la santé des écosystèmes de Californie du Sud, a contribué à modifier le paysage. En réaction à ces changements divers, des populations de plantes indigènes ont diminué. Inversement, les plantes introduites, en particulier le fenouil et le chardon, ont prospéré (Brumbaugh, 1980 ; National Park Service, 1985, pages 6-10 et 40).

Vers 1980, lorsque les élevages en ranch cessèrent d'être rentables pour les propriétaires privés de l'île de Santa Cruz, des opportunités d'acquisition de terres se présentèrent pour des groupes intéressés par la restauration et la conservation (Gherini, 1994). En 1978, The Nature Conservancy prit une participation sur 90% du territoire de l'île, environ 22 000 hectares situés à l'ouest, dont elle acquit le plein contrôle en 1987. En 1997, le Service des parcs nationaux acheta les 10% orientaux de l'île, environ 2 500 hectares, et les incorpora au Parc national des îles Channel qui avait été créé en 1980. En 2000, The Nature Conservancy céda 3 400 de ses hectares au Service des parcs (Burns, 2000). Dans ces deux zones, les bovins avaient été envoyés sur le continent par leurs propriétaires pour y être abattus, mais un grand nombre de moutons et de cochons, et un petit nombre de chevaux avaient été laissés à l'abandon, libres de vagabonder, et sont ainsi devenus féraux. Malgré son nom, The Nature Conservancy ne projetait pas seulement de *conserver* les populations de plantes et d'animaux précolombiens, mais

de *restaurer* un paysage précolombien. Les deux objectifs sont similaires, mais non identiques. La conservation permet une éventuelle coexistence des espèces ; la restauration est un genre de nettoyage biologique, un « exorcisme des espèces exotiques » (Holloway, p. 31) qui exige que tous les éléments européens soient supprimés afin de recréer un site archaïque. The Nature Conservancy jugea nécessaire d'éliminer les moutons aussi vite que possible et, en décembre 1981, elle mit en place un plan de tir à cette fin (Schuyler, 1993). En juin 1989, plus de 37 000 moutons avaient été tués. La réussite du programme de restauration a été compromise par certaines des conséquences qui en ont résulté. L'extermination des animaux brouteurs a, par exemple, favorisé l'expansion non souhaitée du fenouil, qui à présent prédomine sur 10% de la propriété de The Nature Conservancy et qui se propage plus rapidement que les autres espèces. Selon une étude, « le facteur le plus important contribuant à la récente expansion du fenouil a été le retrait rapide des bovins et des moutons féraux de l'île de Santa Cruz » (Brenton et Klinger, 1994 ; voir aussi Beatty et Licari, 1992 ; Klinger, Schuyler et Sterner, 1994). Dans l'écosystème qui s'est développé durant le XX^e siècle, les activités de pâturage ont joué un rôle bénéfique en limitant l'expansion des plantes introduites et en maintenant ainsi sur l'île une communauté biotique diversifiée. C'était le pâturage illimité, plutôt que le pâturage en lui-même, qui était si destructeur. The Nature Conservancy a reconnu que l'élimination des animaux brouteurs avait pu précipiter l'explosion importune du fenouil

et essaie à présent d'éliminer le fenouil par une combinaison de feux contrôlés et d'herbicides, qui tuent les plantes indigènes comme les non indigènes (Dash and Gliessman, 1994 ; Burns, 1997a, 1997b et 1998 ; Hamm, 1998 ; Aschehoug, 2001). Un autre résultat inattendu de la tuerie des moutons a été l'augmentation de la population de cochons féroces, qui est passée de plusieurs centaines à plusieurs milliers (Pearl, Patton et Lohr, 1994). De plus, les aigles royaux qui avaient été attirés sur l'île par cette abondance de porcelets se sont mis à chasser les populations indigènes de renards de l'île de Santa Cruz jusqu'à l'extinction (Van De Kamp, 2000 ; Davison, 2003 ; Schoch, 2003). La population de renards s'est effondrée, passant d'environ 1 500 en 1994 à moins de 100 en 2003. Le Service des parcs nationaux et The Nature Conservancy projettent de mener contre les cochons un « assaut en règle, comprenant l'utilisation d'escouades de tireurs » (Polakovic, 1999). L'ancien responsable du Parc, Tim Setnicka, a baptisé l'assaut projeté « la dernière grande rafle », malgré le fait que les cochons seront tués, plutôt que déplacés vivants hors de l'île (Polakovic, 1999 ; Kelly, 2002). La détermination à éradiquer les cochons est décrite ainsi par un journaliste : « Tel le Pentagone face à une armée retranchée, le Service des parcs se prépare pour une guerre totale contre les cochons de l'île de Santa Cruz. Dans cette campagne, il n'y aura pas de prisonniers. » (Burns, 2001). Les métaphores militaires occupent une place importante dans les discussions sur l'éradication des animaux féroces, et elles ont pour effet de faire de celle-ci une question morale dans laquelle

les forces du « bien » (les humains) sont engagées dans une lutte avec les forces du « mal » (les animaux féroces). Pour sauver les quelques renards qui restent, des pygargues à tête blanche ont été amenés pour faire fuir les aigles royaux (Polakovic, 1999 ; Todd, 2004). Ces expériences de restauration révèlent les problèmes inhérents à l'élimination soudaine d'éléments d'une communauté biotique espèce par espèce. Elles devraient nous instruire sur les interactions complexes des divers éléments de l'écologie actuelle de l'île et sur la nécessité de prendre en compte les contributions des animaux introduits. Elles devraient certainement nous conduire à nous demander si la restauration, par opposition à la conservation, est un objectif réalisable et si non, pourquoi l'on tue des animaux dans la poursuite d'un objectif irréalisable.

À l'instar de The Nature Conservancy, le Service des parcs nationaux espère recréer un paysage précolombien. Cependant, son mandat, comme indiqué dans le Plan de gestion général, n'est pas seulement de restaurer la *wilderness*, mais de la mettre à la disposition des visiteurs humains, pour leur plaisir (National Park Service, 1985, p. 81 et 82). Ce mandat comporte une contradiction intrinsèque, car les humains d'origine européenne constituent évidemment autant un anachronisme dans un paysage précolombien que les moutons et les cochons. Le Service des parcs, en accord avec sa charge, a néanmoins construit des terrains de camping et des chemins de randonnée et encourage les gens à profiter de l'expérience qui consiste à s'immerger dans un décor qui se rapproche de l'in-

tacte *wilderness* d'une période antérieure. Paradoxalement, le Parc a également laissé des bâtiments construits par les propriétaires de ranch, afin de conserver la « scène historique » de l'époque des ranchs, mais sans les animaux des ranchs (National Park Service, 1985, p. 81 et 82). L'augmentation projetée du nombre annuel de visiteurs sur l'île contribuera à la dégradation de la terre et des eaux adjacentes de l'océan. Le Service des parcs n'a cependant aucune tolérance envers les autres espèces non indigènes et avait projeté de tuer les moutons, les cochons et les chevaux ferals, une fois entré en possession de la partie orientale de l'île. En fait, à peu près au moment du rachat par le Parc, le 10 février 1997, environ 1 000 moutons furent tués près de la limite entre les propriétés du Parc national et de The Nature Conservancy (Burns, 1997a). The Nature Conservancy, comme on l'a dit plus haut, tuait des moutons depuis 1981, mais dans un certain secret, car l'accès à la propriété était très restreint. Cependant les tueries du début de l'année 1997, qui coïncidèrent avec l'ouverture de la partie appartenant au Parc, eurent une énorme couverture médiatique. Le public réagit avec indignation aux articles des journaux et aux images télévisées montrant des moutons blessés essayant en rampant de se mettre à l'abri, d'agneaux mourant de faim près des corps de leurs mères mortes, et de cadavres pourrissant éparpillés sur les collines. Cédant à la pression du public, sans toutefois admettre avoir mal agi, le Service des parcs rassembla les moutons et les envoya sur le continent pour y être vendus à une vente aux enchères de bétail (Burns 1997a; MacGregor 1997; Schultz 1997;

Polakovic 1999). (Les chevaux furent envoyés dans des refuges pour chevaux en dehors de l'île.)

Deux considérations étaient à l'origine de la désapprobation du public envers cette tuerie : l'une que c'était du gaspillage, car on laissait les cadavres pourrir ou être mangés par des oiseaux charognards, et l'autre, que c'était cruel, car on laissait souffrir les moutons blessés et les agneaux non sevrés. Les gens ont par conséquent réagi de la même façon que la plupart d'entre nous réagissent aux récits de chasse aux bisons – et avec la même préoccupation morale, à savoir que les raisons invoquées pour tuer les animaux ne justifient pas la cruauté et la gratuité du procédé. Les partisans du massacre des moutons ont néanmoins écarté les critiques comme étant des sentiments exprimés par des gens qui ignorent les objectifs de la restauration d'habitats.

La question que je veux examiner ici est celle de savoir s'il y a, en réalité, une similitude entre les raisons qui ont motivé la tuerie des moutons et celles qui ont motivé la tuerie des bisons. Les restauracionnistes avanceront que les bisons ont été tués par des gens dont les intérêts étaient égoïstement anthropocentriques, alors que les moutons et les cochons ferals sont tués par des gens dont l'intérêt est la réparation des dommages causés à l'environnement par des générations antérieures d'humains irréfléchis. Les buts semblent certainement distincts, mais il y a ici un commun dénominateur : c'est nous, les humains, qui déterminons qu'une espèce ne « cadre plus », qu'elle doit « disparaître », et nous déterminons cela selon que l'existence de cette



Photo : Jo-Anne McArthur / We Animals

espèce s'oppose ou non à nos propres intérêts – nos intérêts étant, à un certain moment, l'expansion économique, à un autre moment, le plaisir de visiter des paysages restaurés. Eric Aschehoug, un biologiste de The Nature Conservancy, a dit au sujet de l'abattage des cochons sur l'île de Santa Cruz : « Notre intérêt est la restauration d'une île. Malheureusement, les cochons gênent. » (Kelly, 2002)

Notre désir de faire reculer l'horloge écologique et de recréer un paysage qui existait avant l'introduction des espèces européennes est discutable. Voyez les réflexions de William Cronon (1996, p. 24) plaidant pour une réévaluation critique de nos idées sur la nature et la *wilderness* :

La recherche récente a clairement démontré que le monde naturel est bien plus dynamique, bien plus changeant, et bien plus lié à l'histoire humaine que les croyances populaires concernant « l'équilibre de la nature » ne l'ont généralement reconnu. Beaucoup de croyances populaires au sujet de l'environnement reposent sur la conviction que la nature est une communauté stable, holistique, homéostatique, capable de préserver son équilibre plus ou moins indéfiniment si seulement les humains évitent de la « déranger ». C'est en fait une hypothèse très problématique.

De même, Mark Sagoff (2000), argumentant contre « la lutte sans merci » contre les espèces exotiques, observe que « les écosystèmes n'ont pas d'ordre, de but, d'intention ; ils n'ont aucun équilibre à

perturber ». L'introduction d'espèces et les changements environnementaux ont lieu sans influences anthropogéniques. Si l'île de Santa Cruz était demeurée jusqu'à aujourd'hui préservée de toute invasion d'humains européens, elle ne serait pas davantage telle qu'elle était en 1400 après J.C. Et même si nous étions capables aujourd'hui de restaurer son apparence de 1400 après J.C., sa proximité avec le continent entraînerait l'introduction de plantes et d'animaux « exotiques » par le biais des vents, des courants, et des visiteurs humains. Aussi la restauration sera-t-elle un processus continu, géré par des humains, et exigeant une intervention constante. On peut prétendre que le résultat – la conservation des espèces indigènes – est désirable, mais le processus de réalisation et d'entretien d'un paysage pré-européen sera une activité aussi « naturelle » que l'est l'architecture paysagère. C'est la volonté et la technologie humaines qui transforment la *wilderness* en jardin, et le jardin en *wilderness*. Il est paradoxal que l'idéologie de la nature et de la *wilderness*, qui rejette les changements anthropogéniques, doive aussi dépendre des changements anthropogéniques pour reconstruire des paysages.

Les restaurationnistes opposent leur attribution d'une valeur intrinsèque au monde naturel au point de vue selon lequel la nature n'a de valeur qu'en tant que ressource exploitable par les humains. Kate Faulkner, responsable des ressources naturelles pour le Parc national des Îles Channel, dit : « Auparavant, nous attribuions de la valeur aux îles en fonction de leur capacité à fournir des produits de

base et maintenant nous sommes dans une nouvelle époque de restauration et de protection environnementale des plantes naturelles et d'élimination des animaux causant beaucoup de destruction » (Polakovic, 1999). La restauration demande que l'on perturbe un écosystème actuel jugé « dénaturé ». Considérons l'opposition exprimée dans ce commentaire : « Les animaux introduits représentent une menace mortelle pour l'écosystème *naturel* de l'île. » (Schoenherr, Feldmeth et Emerson, 1999) La justification de la restauration repose, premièrement, sur la construction de distinctions conceptuelles entre « natif » et « introduit », « indigène » et « exotique », « sauvage » et « féral » – distinctions qui peuvent s'avérer indéfendables dans des situations où les espèces prétendument « exotiques » sont en réalité des éléments « natifs » de la communauté biotique présente – et, deuxièmement, sur la construction de préférences pour « l'indigène », « le natif » et « le sauvage ». Les restaurationnistes ne préfèrent cependant pas un groupe à un autre ; ils rejettent l'autre groupe estimant qu'il n'a aucune valeur, et qu'il ne mérite pas de considération morale. Ayant été privés de leur valeur en tant que marchandise, les animaux féraux qui « causent beaucoup de destruction » ne se voient accorder aucune valeur intrinsèque.

Les animaux féraux sont des animaux qui ont été autrefois domestiqués, ou dont les ancêtres ont été autrefois domestiqués, mais qui se sont échappés ou ont été libérés de leur interdépendance avec les êtres humains. Bien qu'autonomes et se déplaçant librement, ils diffèrent des animaux

que nous appelons « sauvages » parce qu'ils appartiennent à ces espèces, très peu nombreuses, qui ont été domestiquées, et qu'ils peuvent, si on les capture, devenir des animaux domestiques. Il y a une différence, par exemple, entre un cheval et un zèbre, le premier appartenant à une espèce dont les membres peuvent être dressés pour travailler avec et pour les hommes, le second à une espèce dont les membres demeurent rebelles même s'il arrive qu'on apprenne un tour à un zèbre. La feralisation est, sans aucun doute, un phénomène qui existe depuis que les humains ont commencé à utiliser les animaux, mais la séparation des animaux féralisés dans une catégorie distincte des animaux sauvages est une évolution récente. Cela ne nous intéresse généralement pas de faire cette distinction à moins que les animaux féralisés contrarient nos efforts pour conserver d'autres espèces ou pour recréer un paysage. Par exemple, les chevaux et les cochons qui vivent en liberté dans d'autres parties de la Californie sont appelés simplement « chevaux sauvages » et « cochons sauvages ». Les fermiers et les ranchers, par exemple, incluent les chevaux et les cochons libres dans la catégorie des animaux sauvages tels que les cervidés, et s'appliquent à les exterminer lorsqu'ils détruisent des zones cultivées, sont en concurrence avec les animaux domestiques pour les ressources, et compromettent le bien-être économique des humains. Toutefois, les restauracionnistes appellent « féralisés » les cochons libres de l'île de Santa Cruz afin de leur refuser le droit de faire partie du paysage sauvage (c.a.d. « naturel »).

Durant les millénaires pendant lesquels les humains ont été bergers et cultivateurs, nous avons prospéré, à la fois en établissant une relation d'interdépendance avec quelques espèces dociles (Diamond, 1997) et en éliminant impitoyablement toutes espèces qui menaçaient notre approvisionnement en nourriture en occupant une terre que nous voulions cultiver, ou en mangeant des cultures que nous avions plantées, ou en s'attaquant à notre bétail. Nos ancêtres ont construit des frontières à la fois physiques et morales entre l'espace domestiqué, qui était prévisible et sûr parce que les humains y avaient imposé un ordre, et la *wilderness*, qui paraissait chaotique et dangereuse car elle était au-delà de notre contrôle. Dans les traditions de l'art et de la littérature classiques, ce n'était pas les forêts dépourvues de sentiers et les montagnes escarpées qui inspiraient les artistes, mais plutôt les paysages de vergers et de pâturages. La scène pastorale représentait une situation idéale dans laquelle les éléments de la nature vivaient paisiblement ensemble, contrôlés, mais aussi protégés par le *pastor* qui est le mot latin pour « berger », « l'homme qui garantit un pâturage sûr pour son troupeau ». L'utilisation de l'image du « bon berger » comme métaphore religieuse d'une divinité bienveillante indique que l'on donnait à la nécessité de protéger les régions pastorales une dimension autant éthique qu'économique.

Nous n'avons que récemment commencé à reconsidérer notre place dans la nature et à admettre que la promotion de notre espèce s'est réalisée aux dépens de la plupart des autres espèces. À mesure que nous

évaluons les dommages causés par nos pratiques d'exploitation, nous développons un goût pour les valeurs scientifiques, esthétiques et spirituelles des régions non civilisées. Ce n'est évidemment pas une coïncidence si la société américaine est à présent majoritairement urbaine, ce qui signifie que nous pouvons chérir la sauvagerie (*wildness*) sans être exposés directement à ses dangers. Aujourd'hui, moins de 5% des Américains vivent directement de l'agriculture. La plupart d'entre nous ne voient, et *a fortiori* ne touchent, ne soignent ou ne se soucient jamais de protéger les animaux dont nous mangeons la chair ou avec la peau ou la laine desquels nous nous habillons. Ils ne partagent plus nos vies de sécurité domestique et, cachés loin des regards dans des élevages industriels et des parcs d'engraissement, ils sont rarement l'objet de notre préoccupation morale. D'un autre côté, nous nous sentons rarement menacés par des animaux sauvages. Confortablement installés dans nos jungles urbaines, nous ne percevons plus les cervidés comme des animaux nuisibles qui dévorent nos champs de céréales, ni les loups comme des prédateurs qui tuent nos moutons ou nos bovins. En fait, nous voyons à présent les espèces sauvages sous un jour romantique. Le loup, par exemple, autrefois chassé jusqu'à la limite de l'extinction, est passé du symbole effrayant d'une violence déchaînée, au symbole précieux d'une liberté sans limite. Et, dès lors que nous accordons une grande valeur aux espèces sauvages, nous nous intéressons aussi à la conservation de leur habitat. Dans la plupart des cas, ce nouveau système d'évaluation a produit des résultats positifs et nous a encouragés à prendre en

considération les intérêts des espèces animales et végétales que nous n'avions jamais domestiquées. Les bisons, par exemple, ne sont plus vus comme nos concurrents pour l'utilisation de la terre. Les animaux décrits par les chasseurs des voitures Pullman comme maladroits et stupides sont devenus à présent des symboles de la force et de l'indépendance de l'Amérique. En réalité, bien sûr, les bisons ne pourraient plus exister sans des plans de gestion humains. Après avoir réduit leur population de plusieurs millions à plusieurs milliers, nous avons restreint leurs déplacements à des zones réservées, et nous les contrôlons et protégeons à l'intérieur des limites que nous avons établies. Le processus même qui consiste à gérer des espèces sauvages et à leur attribuer des réserves brouille les distinctions traditionnelles entre espaces sauvage et domestique. Ainsi, dans notre monde pastoral post-moderne, nous sommes paradoxalement devenus les bergers des espèces sauvages. Parfois même nous les amenons au sein de nos espaces urbains pour les soigner. Par exemple, les renards indigènes de l'île de Santa Cruz ont été emmenés, pour leur protection, dans un zoo du continent.

Cependant, tout en étant disposés à appuyer la gestion, par les humains, des espèces sauvages, nous continuons de chérir l'illusion que les espaces sauvages et civilisés, ou que les activités naturelles et humaines, sont des domaines qui s'excluent mutuellement. Nous avons conservé la dichotomie conceptuelle développée par nos ancêtres, mais avec deux modifications importantes pour cette discussion : nous attribuons désormais une valeur intrinsèque



Photo : L214, Domaine des Douages.

aux espèces sauvages, mais nous avons retiré les animaux féraux de la catégorie « sauvage ». Sur l'île de Santa Cruz, l'alternative à la tuerie des moutons était de les classer comme animaux domestiques et de les expédier par bateau à un marché aux bestiaux, c'est-à-dire de ne leur attribuer qu'une valeur de marchandises. Pour les biologistes et les dirigeants du Service des parcs nationaux et de The Nature Conservancy, le processus d'adaptation du mouton à son environnement n'a aucun intérêt pour l'étude des processus naturels. Dans les régions que nous choisissons de « rendre à la vie sauvage (*re-wild*) » – une expression utilisée par certains partisans de la restauration (Soule et Noss, 1998) – la présence des animaux féraux comme les moutons et les cochons nous offusque car nous associons

ces espèces aux paysages cultivés. Par conséquent, nous qualifions ces animaux d'« inadaptés » et refusons de les accepter comme un élément naturel du paysage dans lequel ils sont nés et dont ils sont, par conséquent, natifs. Frank Mayer notait que « le bison ne cadrerait pas avec la civilisation en expansion de l'homme blanc [...] il devait donc disparaître ». Aujourd'hui, moutons et cochons féraux ne cadrent pas avec les projets de restauration, ni avec notre nouvelle vision de ce à quoi l'environnement non urbain devrait ressembler, aussi doivent-ils disparaître. Les mots « introduit » et « exotique » ont remplacé « prédateur » et « nuisible » en tant que termes qui destinent un animal à l'extermination.

Les expériences de restauration sur l'île de Santa Cruz ont montré que le retrait rapide et total des moutons produisait de nouveaux problèmes écologiques, et qu'un pâturage limité pouvait être une meilleure stratégie si le but était d'assurer la survie des espèces précolombiennes. Néanmoins, de nombreux restaurationnistes plaident pour l'élimination totale des animaux féraux. Leur but n'est pas seulement la protection de certaines espèces, ce qui pourrait être obtenu sans en éliminer violemment d'autres, mais aussi la recréation d'un paysage d'antan, d'un site que les humains peuvent visiter, mais où les animaux féraux ne sont pas les bienvenus car ils nous rappellent nos pratiques d'exploitation et rompent l'illusion que nous avons construit une *wilderness* intacte. Nos ancêtres étaient fiers de leur habileté à transformer la *wilderness* en civilisation ; nous sommes fiers de nos efforts pour redonner à certaines zones jadis cultivées un semblant de leur apparence d'autrefois, et nous ne voulons pas que la présence d'animaux féraux ruine l'image que nous avons créée.

Le mépris pour les animaux féraux est lié au mépris pour les animaux domestiques exprimé par nombre d'environnementalistes, même s'ils apprécient les produits des industries de la viande et de la laine, causes de dommages à l'environnement et bio-uniformes. Par exemple, les écologistes profonds ont soutenu que le développement de l'agriculture avait initié une séparation regrettable entre les humains et la « nature » et que les animaux domestiques, à la fois processus et produits de l'agriculture, ne pourraient donc

jamais être acceptés comme faisant partie de la « *wilderness* » (Foreman, 1991, p. 69). Défendant leurs pratiques contre les critiques selon lesquelles les zones restaurées sont des artéfacts humains (Elliot, p.84 ; Katz, p. 85), les restaurationnistes affirment qu'ils ne contrefont pas la nature, mais qu'ils la favorisent. « Toute restauration est un artéfact à partir du moment où elle est délibérément organisée, mais elle cesse graduellement de l'être lorsque la nature revient spontanément – si les humains s'effacent et laissent la nature reprendre son cours. » (Rolston, p. 91) Les restaurationnistes déplorent, cependant, le processus naturel qui survient lorsque les humains « s'effacent » et abandonnent leurs espèces domestiques (leurs artéfacts), et lorsque la nature spontanée reprend son cours et que ces espèces survivent et prospèrent. Nombre d'environnementalistes sont d'accord avec le commentaire moqueur de J. Baird Callicott selon lequel les animaux de ferme « ont été sélectionnés pour être dociles, obéissants, stupides et dépendants ». Ils ne pourraient pas vivre à l'état sauvage, pense-t-il. Abandonnés, ils ne pourraient pas supporter d'être libres et « passeraient leur temps autour des bâtiments d'élevage attendant en vain d'être abrités et nourris. La plupart mourraient de faim. » (Callicott, 1980) Curieusement, les environnementalistes définissent souvent nos obligations envers les espèces animales sur la base des hypothèses qu'ils font sur le plaisir ou le déplaisir qu'éprouverait tel animal à vivre libre, hors de notre contrôle. Nous sommes incités à prendre en considération les intérêts des bisons et des aigles, qui errent ou planent librement ; les bovins et les poulets

par contre ne méritent que dédain. En fait, dans nos élevages industriels modernes, nous confignons les poulets dans des bâtiments surpeuplés et sans fenêtres, les empêchons d'exprimer leurs comportements naturels, et ensuite nous les méprisons parce qu'ils ne sont pas libres. Karen Davis, dans un article sur les poulets d'élevage industriel, observe que nous persécutons nos victimes, et justifions nos mauvais traitements envers elles en soutenant qu'elles ne méritent pas de considération morale car elles sont les créatures stupides, fragiles que nous en avons fait (Davis, 1995). Ces êtres renoncent au droit à la considération morale dès lors qu'ils nous laissent les exploiter et les déposséder de leurs caractéristiques « sauvages » et « naturelles » (Budiandsky, 1992). Les environnementalistes dénigrent les espèces domestiques en raison de leur dépendance et de leur faiblesse supposées (qui autrefois étaient pour nous une source de confort) et chérissent les espèces sauvages que, jusqu'à très récemment, nous tuions parce qu'elles étaient « inadaptées » et, comme l'a dit Frank Mayer, « ne pourraient pas être domestiquées ni contrôlées ». Et, si les chasseurs de bisons ont qualifié leurs proies de stupides, paresseuses et maladroites, peut-être pour justifier leur abattage, les environnementalistes comme Callicott utilisent des termes semblables pour légitimer leur violence et refuser la considération morale à des animaux.

Nous sommes responsables d'avoir mis des espèces domestiques dans un environnement étranger et maintenant, parce qu'elles y sont, nous les méprisons car leur



Photo : Dakota Langlois, Domaine des Douages

présence ne s'accorde pas avec le concept de *wilderness* et de nature que nous avons commencé récemment à chérir. Pourtant, les moutons et les cochons abandonnés sur l'île de Santa Cruz ont démenti les commentaires de Callicott au sujet de la stupidité et de la dépendance. Ils ont fait preuve d'une capacité impressionnante à survivre alors que leurs ancêtres avaient été « abîmés » par des milliers d'années d'élevage, et ils méritent notre respect si nous sommes sincères lorsque nous professons de la considération pour les processus naturels. Si, de plus, il peut être prouvé que nous ne pouvons pas protéger les intérêts des espèces précolombiennes ou promouvoir la biodiversité à moins de limiter ou de supprimer peu à peu le pâturage des animaux féral (cf. Simberloff, 1994, sur la fragilité des écosystèmes insulaires), il y a des méthodes moins violentes pour réduire les populations de moutons et de cochons, comme la stérilisation chimique (Kirkpatrick, Turner, Liu, et Fayrer-Hosken, 1996). Non seulement les méthodes non violentes de contrôle des animaux apporteront une réponse aux problèmes moraux que pose le fait de causer des morts douloureuses, mais une ré-

duction graduelle des populations apporterait aussi une réponse pratique à la gestion des plantes importées qui avaient auparavant été éliminées par le pâturage (Brenton et Klinger, 1994). Je ne suggère pas que nous renoncions à notre désir de conserver d'autres espèces, mais plutôt que nous élaborions un système de valeurs qui concilierait les intérêts de tous les animaux, et pas seulement ceux à qui nous choisissons de donner la préférence dans le siècle ou la décennie qui sont les nôtres.

Les raisons qui ont motivé les tueries de bisons et les tueries de moutons féraux sont

similaires en ce que les deux espèces ont été prises pour cible parce qu'elles portaient atteinte à notre idée de ce à quoi devrait ressembler tel paysage particulier, et contraieraient nos préférences quant à l'utilisation qui devrait être faite de la terre. Ainsi, bien que nous puissions croire que nos attitudes envers le monde naturel ont subi une transformation fondamentale, et que nous sommes devenus plus sensibles aux intérêts des autres espèces, nous suivons en réalité un très vieux paradigme : nous exterminons, sans scrupule, toute espèce que nous jugeons « inadaptee ». ■

RÉFÉRENCES

Note de la Rédaction. Les éléments de bibliographie n'ont pas été adaptés au format français. Les références ci-dessous apparaissent telles qu'on les trouve dans l'original en langue anglaise.

- Aschehoug, E., 2001, "Restoring Santa Cruz Island", *Santa Barbara News Press* March 25: G1.
- Beatty, W. and Licari, S. D. L., 1992, "Invasion of fennel into shrub communities on Santa Cruz Island", *Madrono* 39, p.54-66.
- Brenton, B. and Klinger, R., "Modeling the Expansion and Control of Fennel on the Channel Islands", in *The Fourth California Islands Symposium*, 497-504, eds. W.L. Halvorson and G.J. Maender, Santa Barbara.
- Robert W. Brumbaugh, J., 1980, "Recent Geomorphic and Vegetal Dynamics on Santa Cruz Island", in *The California Islands*, ed. D. M. Power. Santa Barbara.
- Budiansky, S., 1992, *The Covenant of Nature: Why Animals Chose Domestication*. New York.
- Burns, M., 1997a, "Sheep Slaughter Triggers Dispute", *Santa Barbara News Press*, March 1.
- Burns, M., 1997b, "Island Faces New Natural Challenges", *Santa Barbara News Press* April 28.
- Burns, M., 2000, "Conservancy signs over island's neck", *Santa Barbara News Press* August 24: B1.
- Burns, M., 2001, "Waging war on wild pigs", *Santa Barbara News Press* March 12:1.
- Callicott, J.B., 1980, "Animal Liberation: A Triangular Affair", *Environmental Ethics* 2: 311-338.
- Collison, F., 1963, *Life in the Saddle*. Norman: University of Oklahoma Press.
- Cronon, E., 1996, *Uncommon Ground. Rethinking the Human Place in Nature*, 2nd ed. New York.
- Danz, H.P., 1997, *Of Bison and Man*, Boulder: University of Colorado Press.
- Dash, A. and Gliessman, S.R., "Non-native Species Eradication and Native Species Enhancement: Fennel on Santa Cruz Island", in *The Fourth California Islands Symposium*, p. 505-12, eds. W.L. Halvorson and G.J., Maender. Santa Barbara.
- Davis, K., 1995, "Thinking Like a Chicken". In *Animals and Women*, 192-212, eds. Carol J. Adams and Josephine Donovan. Durham.
- Davison, A., 2003, "On the Channel Islands, A War Being Waged", *Santa Barbara News Press* November 28.

- Diamond, J., 199, *Guns, Germs and Steel : The Fates of Human Societies*. New York, 1997.
- Elliot, R. 1982, "Faking Nature", *Inquiry* 25, p. 81-93.
- Flehart, E.D., 1995, *Wild Animals and Settlers on the Great Plains*. Norman: University of Oklahoma Press.
- Foreman, D., 1991, *Confessions of an Eco-Warrior*. New York.
- Gherini, J., 1994, "Santa Cruz Island: Conflict in the Courts" in *The Fourth California Islands Symposium*, 165-170, eds. W.L. Halvorson and G.J. Maender. Santa Barbara. Hamm, K. 1998. *Independent*, May 7.
- Holloway, M., 2000, Nurturing Nature. In *Environmental Restoration. Ethics, Theory, and Practice*, p.27-37, ed. W. Throop. Amherst, NY: Humanity Books.
- Katz, E. 2000, "The Big Lie. The Human Restoration of Nature", in *Environmental Restoration. Ethics, Theory, and Practice*, p. 83-93, ed. W. Throop. Amherst, NY: Humanity Books.
- Kelly, D., 2002, "U.S. to Aid Island's War on Wild Pigs", *Los Angeles Times*, February 6.
- Kelly, D., 2002, "Fences Go Up as Pig Eradication Plan Begins", *Los Angeles Times* November 9.
- Kirkpatrick, J.K., Turner, J.W., Liu, I.K., Fayrer-Hosken, R. 1996, "Applications of pig zona pellucida immunocontraception to wildlife fertility control", *Journal of Reproduction and Fertility*, Supplement 50: 183-189.
- Klinger, R.C., Schuyler, P. and Sterner, J.D. 1994, "Vegetation Response to the Removal of Feral Sheep from Santa Cruz Island" in *The Fourth California Islands Symposium*, 341-350, eds. W.L. Halvorson and G.J. Maender. Santa Barbara.
- Mayer, F. H. and Roth, C. B. 1958, *The Buffalo Harvest*. Denver: Sage Books.
- MacGregor, H., 1997, "Great Sheep Roundup Begins", *Los Angeles Times*, July 17.
- National Park Service 1985, *General Management Plan, Channel Islands National Park*, volume 1. U.S. Department of the Interior.
- Peart, D., Patten, D.T. and Lohr, S.L. 1994, "Feral Pig Disturbance and Woody Species Seedling Regeneration", in *The Fourth California Islands Symposium*, 314-322, eds. W.L. Halvorson and G.J. Maender. Santa Barbara.
- Polakovic, G., 1999, "Taking the Channel Islands Back to Nature", *Los Angeles Times*, October 24.
- Roe, F.J., 1970, *The North American Buffalo*, 2nd ed. Toronto: University of Toronto Press.
- Rolston, H., 1994, *Conserving Natural Value*, New York: Columbia University Press.
- Sagoff, M., 2000, "Why Exotic Species Are Not as Bad as We Fear", *Chronicle of Higher Education*, June 23: B7.
- Schoch, D., 2003, "Golden Eagles Could Die to Save Threatened Foxes", *Los Angeles Times*, November 28.
- Schoenherr, A.A., Feldmeth, C.R., Emerson, M.J. 1999. *Natural History of the Islands of California*. Berkeley/Los Angeles: University of California Press.
- Schultz, C., 1997, "Head'em up! Move'em out!", *Santa Barbara News Press*, July 17.
- Schuyler, P., 1993, "Control of Feral Sheep on Santa Cruz Island", in *The Third California Islands Symposium: Recent Advances in Research on the California Islands*, p. 443-452, ed. F. G. Hochberg. Santa Barbara.
- Simberloff, D., 1994, "Conservation Biology and Fragility of Island Ecosystems", in *The Fourth California Islands Symposium*, p. 1-10, eds. W.L. Halvorson and G.J. Maender. Santa Barbara.
- Soule, M. and Noss, R. 1998, "Rewilding and Biodiversity: Complementary Goals for Continental Conservation", *Wild Earth* 8, p.18-28.
- Todd, M., 2004, "Five Freed Island Foxes Become Eagle Food". *Santa Barbara News Press*, January 8.
- Van De Kamp, M., 2000, "8000-acre Gift Would Double Santa Cruz Island Park", *Santa Barbara News Press*, April 4.